



FRONT D'ACTION POPULAIRE EN RÉAMÉNAGEMENT URBAIN

180, boulevard René-Lévesque Est, local 105, Montréal (Québec) H2X 1N6

Téléphone : (514) 522-1010 • Télécopieur : (514) 527-3403

Courriel : frapru@cooptel.qc.ca • Web : www.frapru.qc.ca

Communiqué de presse

Pour publication immédiate

Recensement 2011 : le FRAPRU s'insurge contre l'abolition du formulaire long

Montréal, le 19 août 2010 — « Cachez cette société que je ne saurais voir! Voilà ce que le gouvernement conservateur de Stephen Harper pourrait dire s'il était honnête sur les raisons profondes de l'abolition du questionnaire long obligatoire du recensement canadien de 2011. Quand un gouvernement refuse obstinément de s'attaquer aux problèmes de la société canadienne dont ceux de pauvreté et de logement, il n'a plus qu'à éviter qu'ils soient documentés et publicisés ». C'est en ces termes que le coordonnateur du Front d'action populaire en réaménagement urbain, François Saillant, a commenté la récente décision du gouvernement conservateur de remplacer ce questionnaire en place depuis 35 ans par une enquête volontaire auprès des ménages.

Selon le FRAPRU, cette décision n'est pas non plus étrangère à la volonté du gouvernement Harper de couper les vivres à des organismes qui font entendre des voix discordantes face aux politiques gouvernementales.

L'organisme s'inquiète plus particulièrement des impacts de l'abolition du questionnaire obligatoire sur la connaissance des problèmes de logement et la capacité de les faire reconnaître par les gouvernements. Plusieurs questions de ce formulaire portaient en effet sur l'habitation et permettaient d'obtenir des données fiables et difficilement contestables sur le taux de propriété, l'état du parc de logements, le coût des loyers, le nombre de locataires consacrant un pourcentage trop élevé de leur revenu au logement ou encore la surpopulation des logements. L'évolution de ces problématiques pouvait aussi être suivie d'un recensement à l'autre. Le FRAPRU utilise depuis plus de vingt ans ces données dans ses pressions auprès des gouvernements, entre autres en publiant après chaque recensement un *Dossier noir sur le logement et la pauvreté au Québec*.

Même si l'enquête volontaire permettra de recueillir des données, le FRAPRU doute qu'elles soient aussi fiables et s'attend à ce que leur crédibilité soit plus facilement attaquée par les associations de propriétaires, mais aussi par les gouvernements eux-mêmes.

Pour plus d'informations

François Saillant (514) 522-1010; (514) 919-2843 (cellulaire)